

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

VENDREDI

16

JANVIER

1976

N° 85

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## L'ESPAGNE, DEBOUT.

métallurgie, bâtiment, banques : grève générale à Madrid



Des milliers de manifestants dans toute l'Espagne

L'Espagne est debout, et les luttes de ces derniers jours atteignent un niveau exceptionnel, rarement atteint. C'est la classe ouvrière qui est à la pointe du combat, et c'est autour d'elle que se fait l'unité populaire. Car le soutien des habitants des quartiers populaires, venus apporter à manger aux grévistes et les aider à tenir, face à la police, est un signe des liens qui se sont tissés contre le fascisme à travers de multiples associations de quartier. L'entrée en lutte des employés des services, la participation active des étudiants est aussi un signe que la rupture avec le fascisme des couches de la petite bourgeoisie est maintenant consommée. C'est avant tout un signe de la force, de la vitalité du mouvement populaire, et d'un autre côté de la faiblesse du régime de Juan Carlos.

Ces luttes montrent clairement que la trêve demandée par Juan Car-

los a été refusée. C'est d'autant plus important qu'elles obligent le régime espagnol à révéler sa nature fasciste : par la réquisition et la «militarisation» des postiers, par le recours à l'armée pour briser la grève du métro, par la répression systématique et violente de tous les rassemblements, de toutes les réunions, de toutes les grèves, enfin par cette seule réponse, cette seule menace : «que ceux qui tentent de perturber le processus de consolidation» du régime «n'espèrent pas d'autres traitements que ceux que tout État applique lorsqu'il se voit attaqué dans ses fondements». Et c'est précisément le moment que choisit la bourgeoisie française pour assurer le ministre des affaires étrangères espagnol, par la bouche de Sauvagnargues, de sa «très étroite et très profonde amitié» et de son soutien pour l'aider à lever ce que l'Espagne appelle «les préjugés politiques

de certains» pays européens !

A l'heure où la classe ouvrière d'Espagne lutte non seulement pour une amélioration de leur salaire et des conventions collectives mais aussi pour les libertés démocratiques, le régime fasciste espagnol déclare qu'il s'agit d'un «plan subversif et violent» et qu'il veut bien discuter... «à condition que tout rentre dans l'ordre».

Les partis bourgeois dans la classe ouvrière se démasquent aussi en incitant celle-ci à faire preuve de pacifisme et en voulant restreindre sa lutte à des questions économiques.

Cette position de conciliation est largement remise en cause : voilà pourquoi le régime est en difficulté et pourquoi la brèche qui permettra d'en finir avec le fascisme s'agrandit.

## 15, 16, 17 janvier journées nationales d'action pour la libération des emprisonnés

24 SYNDICALISTES CGT  
LICENCIÉS POUR  
OCCUPATION

«nous ne laisserons pas  
les patrons liquider le  
syndicat».

voir page 4

*Chez Quillery, filiale de Peugeot à Argenteuil, la direction a licencié 24 syndicalistes, après plusieurs semaines de grève avec occupation. Les CRS avaient délogé les travailleurs, et les nervis fascistes investissent l'usine. Malgré la reprise du travail, la lutte continue pour leur réintégration, pour le maintien des libertés syndicales et démocratiques.*

## BRETAGNE chirac attendu de pied ferme

voir page 4

## LIBAN

*Auprès du camp de Tell el Zaater : les combats font rage*



## SOMMAIRE

luttes ouvrières :  
Schumberger -  
Sollac - CTB...  
(p.3 et p.5)

la Cour de Cas-  
sation confirme  
la condamnation  
à mort du jeune  
Bruno (p.4)

«Nationalité im-  
migré» un film  
de S. Sokhana  
(p.7)

demain  
samedi le  
Quotidien du  
Peuple  
paraîtra sur  
12 pages

**la vie du journal**

# Vos suggestions pour le Quotidien du Peuple

Comme vous le demandez, nous envoyons des suggestions pour le journal : Il faudrait augmenter le format pour le rapprocher de celui des quotidiens, si cela vous est possible et au lieu de passer à 12 pages, passer à 10 pages. (...) Si l'agrandissement du format n'est pas possible, il faudrait éclaircir davantage, car les articles ne se dégagent pas assez. Espacer davantage chaque article l'un de l'autre. La page « Bloc-Note » pourrait comporter plus de conseils (loisirs, médical, etc...).

Si vous augmentez le nombre des pages, il faudra le faire au profit des articles sur notre pays et non sur l'étranger, car actuellement il y a un peu disproportion (souvent). Je ne connais pas comment sont ré-

partis vos journalistes, mais en France, il faudrait envoyer quelqu'un dès qu'une grève importante ou un mouvement a lieu, comme vous devez faire pour la lutte des viticulteurs ! A ce sujet, il a manqué plus d'éléments sur cette lutte. Quand un journaliste se déplace, il doit essayer de trouver des personnes qui acceptent d'envoyer des correspondances (quitte à lui proposer un abonnement gratuit quelques temps pour l'intéresser au journal).

Pour que le quotidien devienne celui du peuple, il faut qu'il soit lu. Si cela ne coûte pas trop cher pour le journal, il faudrait proposer des « abonnements gratuits » pendant 1 ou 2 semaines. Ensuite recontacter ces gens pour leur demander ce qu'ils pensent du

journal et s'ils veulent s'abonner ou l'acheter. Cela permettrait de le proposer systématiquement dans des cités (ou autres) en proposant le journal du jour (payant) et un abonnement gratuit que les gens ne refuseront pas. Une personne pourrait au journal, se charger de ce travail de « relance » des lecteurs qui ont reçu le Quotidien gratuitement 1 ou 2 semaines.

L'effort le plus important maintenant doit moins être sur la qualité du journal (qui est de mieux en mieux), mais sur sa diffusion et les moyens de le faire connaître.

Recevez notre soutien et nos sincères amitiés.

S. & E. S. de St Sorlin

En ce qui concerne le format, plusieurs lecteurs pensent qu'il devrait être plus grand. Cette question qui touche à la présentation du journal, et donc à son attrait est importante et il faudrait que le débat se poursuive sur ce sujet.

L'idée des abonnements gratuits est intéressante et tout ce qui peut aller dans le sens d'une diffusion plus importante est positif. C'est une question qui mérite d'être étudiée de plus près.

L'objectif d'élargir la diffusion et l'audience du journal est certes une question très importante aujourd'hui et elle nous semble aller de pair avec l'amélioration de la qualité du journal. Pour que le « Quotidien du Peuple » devienne réellement le journal du Peuple, il nous faut encore améliorer son contenu, sa présentation et surtout faire en sorte qu'il soit beaucoup plus un journal de débat, un journal répondant aux aspirations

de ceux qui le lisent et aux questions qu'ils se posent. C'est pourquoi nous avons lu avec intérêt la critique que tu portes sur la page lutte. Nous pensons que la section luttés à couvert l'ensemble des luttés importantes. Le problème reste de savoir si elle l'a fait d'une façon satisfaisante pour les lecteurs. A ce propos nous aimerions que tu précises les insuffisances que tu as relevées dans les articles sur les viticulteurs.

DEMAIN SAMEDI LE QUOTIDIEN DU PEUPLE PARAITRA SUR 12 PAGES

## dans notre courrier

### étonné...

J'ai vu que dans le n° 78 (jeudi 8 janvier), vous aviez passé ma lettre sur le Portugal et l'Angola. Je l'ai montrée au lecteur qui m'avait fait la critique. Il a vraiment été très étonné d'une part que l'on prenne en compte sa critique et d'autre part, ce qui est plus important, tant qu'on lui répond. Du coup il a acheté le journal. Cet exemple particulier montre bien dans quel sens il faut aller. Se différencier de tous les autres journaux en engageant un débat dans le journal c'est l'objectif le plus difficile et le plus important à atteindre.

Correspondant Grenoble

### inadmissible

Je vous écris à propos de quelque chose de très précis. En effet parfois un article me semble très bien, ou bien j'aurais des critiques à émettre sur un autre mais je suis paresseuse donc je ne fais pas l'effort d'écrire. Mais cette fois quelque chose m'a tellement choquée et je trouve ça tellement inadmissible que je fais l'effort.

Il s'agit de la photo parue dans le n° du 30 décembre avec comme légende : « Manifestation réactionnaire à l'appel de l'église » qui illustre un article sur le retour de « Radio Renaissance » à l'épiscopat. Cette

photo est manifestement truquée, les crucifix qui semblent agiter les manifestants ayant été rajoutés d'un pinceau maladroit.

Pour la plupart des gens, il y a un préjugé d'objectivité de la photo. Spontanément on croit que la photo est un fragment de la réalité et l'on se croit trompé quand on s'aperçoit qu'elle est truquée. On croit qu'on a voulu nous tromper. Ce qui par ricochet rejaille sur l'ensemble du journal. Car en effet où cette conception s'arrête-t-elle ?

J.M. Correctrice de Presse

Le problème que tu soulèves est effectivement important. Disons tout de suite que si truquage il y avait, non seulement il ne serait pas de notre fait, mais il aurait été organisé à grande échelle. Il faut en effet préciser que la photo dont tu parles est une photo d'agence, qui de plus nous avait été proposée par plusieurs d'entre elles sous divers angles de vue. Après réception de ta lettre, nous avons pris le temps de l'examiner de plus près en consultant des camarades qui ont quelques connaissances en la matière. Il en ressort, et c'est

notre avis, que les crucifix ont été hâtivement et maladroitement découpés dans du papier ou du carton par les manifestants, et qu'on ne peut pas conclure au truquage. La position des mains semble indiquer clairement que ces manifestants ont la main tendue en tenant quelque chose. Problème : l'ambiguïté même de cette photo devait sans doute nous amener à l'utiliser avec plus de plus grandes précautions. Mais il nous semble vraiment qu'il s'agit d'une information vraie. Qu'en pensent nos lecteurs ?

### communiqué

**GENNEVILLIERS**  
Vous qui habitez Gennevilliers, Asnières, Clichy, Argenteuil, Villeneuve...  
Venez à la réunion des lecteurs du « Quotidien du Peuple ». Apportez vos critiques, vos suggestions. Comment améliorer votre journal, pour qu'il devienne vraiment le Quotidien du Peuple ?  
Rendez-vous Samedi 17 janvier à 15 heures - face au « Cadran Voltaire » - Place Voltaire, ASNIÈRES.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition



1976		mai				
		le quotidien du peuple				
<b>lun</b>		3	10	17	24	31
<b>mar</b>		4	11	18	25	
<b>mer</b>		5	12	19	26	
<b>jeu</b>		6	13	20	27	
<b>ven</b>		7	14	21	28	
<b>sam</b>	1	8	15	22	29	
<b>dim</b>	2	9	16	23	30	



## SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne

10 F    50 F    100 F    F

Nom .....  
Profession.....  
Adresse .....

Envoyer à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 PARIS Cédex 19  
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 75 924 Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris  
de 8h30 à 13h

# SCHLUMBERGER (Reims) "on a fait reculer une première fois la direction ..."

Depuis lundi, les travailleurs du montage-gaz sont en grève à l'unanimité. Le mouvement est parti contre les cadences. En effet, depuis plusieurs semaines, les travailleurs constataient que le patron profitait des modifications du compteur, des transformations de poste, etc... pour intensifier la production. Depuis près d'un an qu'ils modernisent, l'effectif a considérablement baissé et pour les travailleurs qui restent, les cadences sont augmentées. Dès le premier jour du conflit, les travailleurs ont discuté, ils ont bien vu qu'ils n'avaient pas que des problèmes de cadences, que leur salaire pour un même travail subissait des écarts de plus de 200F, le mécontentement était grand contre cette division voulue par le patron.

Plusieurs réunions avec la direction n'ont rien donné pour les cadences, le patron proposant seulement de retirer un peu de travail à ceux qui sont au-dessus pour le remettre à ceux qui sont au-dessous (c'est-à-dire déshabiller Pierre pour



habiller Paul : ce qui ne lui coûte rien). Il refuse de supprimer, comme le demandaient les travailleurs, certains petits travaux et de les faire hors chaînes, ce qui, non seulement réduirait les cadences sur chaîne, mais créerait quelques emplois supplémentaires. Pour la suppression des écarts de salaires et le paiement des journées de grève, il oppose un refus catégorique !

Le patron comptait avec quelques promesses, diviser les travailleurs et faire pourrir le mouvement : il en est pour ses frais ! L'ensemble des travailleurs

du montage-gaz reste uni dans la lutte pour :

- la diminution des cadences ;
- la suppression des écarts de salaire (à travail égal, salaire égal) ;
- le paiement des jours de grève.

Déjà les travailleurs des autres ateliers discutent de la grève au secteur gaz, ils ont déjà mené des actions sur des mêmes revendications, il y a plusieurs semaines. Déjà le patron vient de reculer promettant de voir rapidement les questions des cadences et des bas-salaires acceptant de payer

environ la moitié des heures de grève. C'est clair, ce qui n'est pas possible le mardi après-midi à cause de la crise, le devient le mercredi matin grâce à la mobilisation des travailleurs ! Même si nous n'avons pas tout obtenu, c'est une première victoire qui prouve qu'il est possible de vaincre.

Correspondance Schlumberger - Reims -

-Poitiers : il y a des mouvements tous les jours, débrayages d'un quart d'heure, une demi-heure, pour l'augmentation des salaires...

- Besançon : deux ateliers de la mécanique sont en grève pour la suppression des écarts de salaires, ils demandent que leur salaire mini soit au maxi de la grille dans chaque catégorie (ce qui fait une augmentation d'environ 100F), et il y a un service outillage, qui vu la réduction d'horaire a vu la prime d'équipe diminuer puisqu'elle était payée à l'heure : ils demandent à ce qu'elle soit payée à la journée et qu'elle suive l'évolution des salaires.

# Sollac (Ebange-Florange) «POURQUOI LES CAMARADES DU TRANSPORT SE SONT MIS EN GRÈVE?»

La Direction Générale, s'était réunie à Paris la semaine dernière. Résultat : reconduction du chômage au premier trimestre 76 (qui, pour le patronat, inclut aussi le mois d'avril). La direction menace très fermement les mensualisés de rejeter les accords conclus à propos de l'indemnisation en cas de maladie, et de revenir au statu quo d'avant les accords, «si le taux d'absentéisme devait continuer comme maintenant...» Diverses menaces aussi au point de vue de l'indemnisation du chômage au cours du trimestre. La direction aurait voulu que les centrales syndicales lui signent un chèque en blanc («chômage payé»... à n'importe quel pourcentage) pour les indemnités du chômage au cours du trimestre.

La CGT, la CFTC et la CGC n'ont pas voulu signer pour le trimestre et auraient conclu un accord pour le mois de janvier, à condition que la direction paie une indemnisation de 80%. La CFDT n'a pas voulu entamer de discussion sur les indemnités (car se serait déjà reconstruire le chômage). La direction n'acceptant pas les conditions mises par la

mange), décide de se mettre en grève, disant au contremaître : «on refuse le chômage». La direction s'affole, déclare qu'elle ne peut prendre d'initiative, qu'elle doit en référer à la Direction Générale : huit jours de délai. Les travailleurs du transport fixant un ultimatum : «réponse affirmative pour vendredi matin 5h, sinon l'ensemble du transport se met en grève». Au jour et à l'heure dite, la direction envoie un contremaître annoncer : «Réduction du chômage partiel de moitié pour l'ensemble du transport Sollac, c'est à dire 1 ou 2 jours pour janvier, et 1 pour février, point pour mars».

Les travailleurs refusent de discuter ainsi sans garantie : ils rejettent la proposition. A 5 h 30, le triage-Sérémainge, l'aciérie, le transport route, Ebange, Florange, enfin l'ensemble du transport était arrêté ! Les travailleurs exigent d'être reçus par la Direction Générale, pour des discussions sur la suppression totale du chômage, une retraite convenable, la 5<sup>e</sup> équipe pour les feux continus et une réduction du temps de travail pour les autres. En attendant, le travail a re-

# «les mineurs d'uranium manifestent contre la justice des patrons» !

La lutte continue dans les mines d'uranium de la région de Limoges, la direction du CEA tente d'intimider les grévistes en traînant sept membres du bureau syndical devant le tribunal de grande instance. Hier, avant même que le verdict ne soit connu, les travailleurs organisaient une manifestation dans les rues de Limoges. Après le blocage du «Capitole» en gare d'Ambazac Mardi dernier, cette manifestation montre la volonté de luttés des mineurs du bassin limousin.

# grève a l'Institut Médico-Pédagogique de Saint Pierre d'Albigny

L'ensemble du personnel de l'Institut Médico-Professionnel Saint Réal de Saint Pierre d'Albigny (Savoie) ont déclenché un mouvement de grève illimitée (à l'initiative de la CGT). Ils refusent le licenciement d'un éducateur syndiqué, à son retour du service militaire.

Corr. Chambéry

# Le chômage au quotidien

# "on a montré que c'est possible"

Montrapon, c'est le plus vieux quartier HLM de Besançon. C'est le plus pauvre, jamais entretenu par l'Office. Dans ce quartier, les saisies sont nombreuses. Des familles ouvrières ont même été saisies plusieurs fois. J'ai rencontré une de ces familles. Norbert est resté sans travail pendant plus d'un an. Dans toutes les boîtes, on lui fermait la porte au nez, suivant le principe bien connu des «renseignements» pris à son ancien patron. Pas de



paie, sa femme souvent malade, des enfants à nourrir. Le schéma habituel : les dettes qui s'accumulent, on ne peut plus payer le loyer, l'électricité, l'huissier arrive, la saisie... Deux fois déjà ! Il décrit son état d'esprit à l'époque «J'ai maigri de 5 kg, je ne pouvais plus supporter personne, on se disputait souvent dans le ménage, j'en étais arrivé au point où je me serais bien «foutu en l'air».

mité de Lutte Contre le Chômage organisait une fête populaire dans le quartier. Il s'y rend sans trop de conviction et discute avec des militants. Aussitôt, le plan de bataille est mis sur pieds. La première chose à faire est de créer la solidarité avec les gens du quartier. On se rend compte que de faux bruits courent : «Il ne veut pas travailler, c'est un faïnéant...» «Ces bruits, dit le responsable du Comité de Lutte, devaient servir à faire le vide autour de d'eux

trouvés face à un groupe de gens du quartier rapidement mobilisés par le comité. Il est reparti bredouille.

Comment Norbert a senti cette intervention, il le raconte : «Au début, je n'y croyais pas beaucoup, je ne pensais pas que c'était possible de faire quelque chose. Forcément, j'ai vécu dans l'isolement pendant un an. Pas de copains, rien. Je pensais que tout le monde était contre moi. Si je n'étais pas allé voir le Comité de Lutte, je serais dehors». La solidarité des gens du quartier a effectivement permis de s'opposer à l'expulsion de la famille, mais il n'y a pas que cet aspect dans l'intervention du Comité de Lutte. Norbert poursuit : «Ça m'a apporté un grand réconfort du point de vue du moral, je me suis senti épaulé, ça compte beaucoup».

Cette première victoire, malgré ses limites, montre la voie. La question centrale, c'est bien celle de l'unité populaire à réaliser, de poursuivre et d'intensifier le travail commencé à Montrapon. C'est ce que veut dire Norbert quand il conclut : «On a montré que c'est possible de faire quelque chose. Si on est «main dans la main», on peut aller plus loin. Ce qu'il faut, c'est arriver à faire comprendre à ceux qui ne sont pas dans notre cas, c'est là le plus dur !».

Quand l'huissier est arrivé une troisième fois, il s'est

Gérard PRIVAT



CGT, la réunion a été repoussée. Mardi 6, la CFDT déclare que rien ne peut être fait par rapport à ces mesures et menaces.

Pourtant, mercredi matin à 5h, à la reprise du poste, l'ensemble des travailleurs du triage (Séré-

pris, mais, les camarades roulent «à la sécurité» (c'est-à-dire en appliquant au pied de la lettre les consignes de sécurité, au point de casser le rendement et l'approvisionnement régulier de certains secteurs).

Correspondant Sollac

# «Encore un licenciement abusif, à Alençon»

Le 22 juillet 1975, une lettre de licenciement «pour raison économique» est adressée à une psychologue enceinte, employée au C.E.P.S.S.S. (Centre d'Etudes et de Promotion pour le Secteur Sanitaire et Social), sans autorisation de l'Inspection du Travail qui n'est pas prévenue, et sans indemnité de licenciement (prévue par la loi lors de licenciement «pour raison économique»).

Un contrat de travail très défavorable lui est présenté... 5 mois après l'embauche. Ce contrat est proposé par l'Administrateur Délégué, Mr Houssemaine, directeur de l'IMP de Godegrand, et signé par le directeur du C.E.P.S.S.S. La C.F.D.T. du Secteur Sanitaire et Social de l'Orne, dénonce ce licenciement abusif, et constate que cet administrateur délégué a main mise sur de multiples organismes départementaux, régionaux et nationaux, ce qui facilite l'«exploitation» des salariés. D'une part, l'Inspection du Travail, saisie par la victime a dressé un procès verbal pour non respect du Droit du Travail. D'autre part, les Prud'hommes d'Alençon, doivent rendre leur jugement sur ce licenciement où les droits élémentaires des salariés, que tant d'employeurs semblent «oublier», ont été une fois de plus bafoués.

La C.F.D.T. Santé de l'Orne appelle à un soutien le : Vendredi 16 janvier 1976 à 10h au tribunal d'Alençon

**politique**

**trois jours pour la libération des soldats et militants emprisonnés**

Le Comité National pour la libération des militants et des soldats emprisonnés organise une série de manifestations dans les jours qui viennent.

• les 16, 17, 18 janvier trois jours de mobilisation pur recueillir des signatures sur la pétition nationale exigeant la libération des emprisonnés. A ce jour environ 100 000 signatures ont été collectées, les trois jours doivent permettre de progresser vers l'objectif du million de signatures. Le 17 la mobilisation sera plus particulièrement axée sur les entreprises, le 18 ce sera dans les gares et les rues que se portera l'action et le 19 sur les marchés.

• le 29 janvier : gala de soutien aux emprisonnés, salle de la Mutualité.

• le 15 février rassemblement national à Paris

• série de meetings dans plusieurs villes :

- mardi 20 janvier à

Lyon, Marseille, Rouen - vendredi 23 janvier à Rennes

- samedi 24 janvier à Mulhouse

- mardi 27 janvier à Agen

- mercredi 28 janvier au Havre

- samedi 31 janvier à Lille.



Perquisitions, gardes à vue, arrestations continuent. L'information menée par la Cour de Sécurité de l'Etat pour tentative de

démoralisation de l'armée permet sinon de meubler les dossiers du juge Gallut, de compléter les fichiers de Poniatowski. On signale des perquisitions à Montpellier, Strasbourg où un militant a été gardé à vue 24 heures.

Le comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés faisait savoir que le domicile de Dominique Bertin, militant CFDT des PTT et actuellement soldat aux arrêts était perquisitionné mercredi. Le même jour, un autre militant CFDT, Jean-Marie Charon qui vient de terminer son service militaire était arrêté à son domicile. La police a également sévi chez Mme Fernandez, femme d'un officier portugais des SUV (Soldats Unis Vaincraints) expulsés de France. C'est évoluer au poing, que les illicites ont effectué leur perquisition.

Dix soldats et militants demeurent encore en prison, et le nombre d'inculpations se monte à 48. Nous ne laisserons pas passer cette série d'attaques contre les libertés démocratiques, contre l'instauration du délit d'opinion et les droits syndicaux.

A partir de demain, le comité national pour la libération des appelés et des emprisonnés auquel participe le Parti Communiste Révolutionnaire impulse trois journées nationales pour la libération des détenus qui seront suivies de plusieurs autres manifestations. Notre riposte doit être à la hauteur de l'atteinte portée aux libertés démocratiques afin d'obtenir la libération des militants et soldats emprisonnés. La levée de toutes les inculpations et la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat.

**Bretagne : "Chirac, il amène dans sa valise de nouveaux licenciements"**

**QUEST FRANCE EN GREVE**

Les journalistes de Ouest-France se sont mis en grève, le 14 janvier, pour une durée de 24 h, à l'appel de leurs syndicats : syndicat national des journalistes, syndicat des journalistes français et CFDT.

Ce mouvement est suivi à 90 %, il a pour origine une note de service du 22 décembre, aboutissant à une réduction des moyens de la rédaction, ce qui se traduit par une aggravation des conditions de travail.

Avant de se mettre en grève, les journalistes avaient demandé une concertation à propos de cette note mais ruser sur le problème du fonctionnement de la rédaction en matière d'effectifs. A la base de ce conflit, il y a la volonté réaffirmée de la direction de réduire l'effectif des 317 journalistes qui recouvrent tout le département, soit trois régions de programmes et assurant la réalisation de 33 éditions représentant plus de 200 pages chaque jour.

Le problème, ce sont surtout les collaborateurs des journalistes, c'est-à-dire les auxiliaires et c'est surtout eux que la direction veut licencier.

Les journalistes vont soumettre ce cahier de revendications à la direction qui devra donner une réponse dans un délai de huit jours. Si la direction refuse, la grève s'aggravera pour une durée de 4 h et suivra la tournée des événements, ils envisageront alors de durcir le mouvement.

Correspondant

Ainsi Chirac vient en Bretagne aujourd'hui et demain «avec simplicité et modestie» titrent les journaux locaux. Une façon de dire que Chirac ne se sent pas très rassuré et qu'il va se faire tout petit. Son programme en effet semble chargé, chargé de vide surtout ! Brest où il sera vendredi matin, Quimper vendredi après-midi, Lorient samedi matin, voilà les étapes du voyage de Chirac qui se terminera peut-être à Rennes. Chirac n'est sans doute pas convaincu de l'accueil chaleureux des travailleurs bretons puisqu'il s'est fait

alors que le poisson leur est payé au rabais. Pour tant les travailleurs font 16 h par jour en mer et ce n'est pas le voyage de Chirac qui va résoudre quelque chose. Cocktails, réceptions, quelques coups de ciseaux pour inaugurer la chambre de commerce de Quimper, voilà le programme de Chirac avec, dit-il, l'ouverture d'un dossier de la pêche. «Les discours, nous on connaît», disent les pêcheurs du Guilvinec, «ça va faire comme avec Pompidou quand il est venu». Au Guilvinec, comme dans tous les autres

des usines en lutte, on est sur le pied de guerre aussi : chez Donval, à Rospenden où les ouvrières s'opposent aux licenciements, chez Jaouen, en lutte depuis quatre mois à Combrit, aux conserveries Autren à Douarnenez, de partout on viendra en cars, ce soir, à Quimper, montrer à Chirac que la Bretagne est en lutte. On n'est pas dupe ici, on ridiculise même Chirac : «Il va inaugurer la voie expresse Château-dun/Quimper, paraît-il, mais s'ils ferment toutes les boîtes, qui va rouler dessus ? les DS officielles peut-être ?». De même pour la chambre de commerce à Quimper : «A quoi elle va servir sans industrie ?»

Chirac comptait inviter les syndicats... à réceptionner. Mais cela a échoué. «De la poudre aux yeux», disent les syndicats, «de la démagogie usée jusqu'à la corde».

A Lorient, à Brest aussi, les travailleurs vont manifester pour montrer qu'ils refusent que leur région soit un réservoir de chômeurs. La régionalisation, le plan de relance pour les travailleurs bretons, ce n'est ni plus ni moins que l'augmentation du chômage. Ils le disent d'ailleurs, «Chirac, il amène dans sa valise de nouveaux licenciements». Mais en Bretagne aujourd'hui, ouvriers, pêcheurs, s'apprentent à accueillir Chirac comme il se doit, un pêcheur d'ailleurs nous le disait : «Vu la situation, ça va devoir se radicaliser !». Oui, c'est une Bretagne en lutte qui va accueillir Chirac.

R. FEUILLET



Aujourd'hui en Bretagne, les marins-pêcheurs sont en grève

précéder, depuis plusieurs jours, de centaines de flics de la région de Quimper, de flics prêts à intervenir, qui occupent actuellement les bois et un bâtiment qui sert de colonie de vacances.

Car en Bretagne, c'est la misère, la sous-industrialisation, les boîtes de conserveries qui ferment une à une, les jeunes qui s'expatrient, et les petits pêcheurs qui voient leur revenu baisser sans cesse,

ports de pêche de Bretagne, Concarneau, Douarnenez, Audierne, aujourd'hui, pour les marins, c'est la grève totale, appelée par les syndicats CGT et CFDT.

«Aujourd'hui, on n'ira pas en mer, on va aller accueillir Chirac ce soir à Quimper», disent-ils, «il va nous entendre, tu peux me croire». Il est prévu de plus de retarder d'un jour les appareillages des bateaux. Dans les ateliers

**INTOLÉRABLE ARRET DE LA COUR DE CASSATION : BRUNO DOIT ETRE EXECUTE**

Hier, en fin d'après-midi, la nouvelle tombait, stupéfiante : la chambre criminelle de la Cour de Cassation rejette l'appel présenté par les défenseurs de Bruno T. Bruno, vous vous en souvenez, était ce jeune de 17 ans, d'un centre d'éducation surveillée de Beauvais, auteur avec d'autres jeunes d'un crime sordide, exécuté d'une manière horrible : l'assassinat d'une vieille dame. Jugé en Cour d'Assises, il avait été condamné à mort, au terme d'une campagne anti-jeunesses précédente. Les jurés avaient voulu faire un «exemple».

Nous avons rencontré des éducateurs du centre, ils ne comprenaient pas. Condamner Bruno à mort, c'était faire d'un jeune, produit et victime d'une société qui en arrive à pervertir à ce point des jeunes, une bête malfaisante.

D'ailleurs, durant les débats de la cour de cassation, de nombreux éducateurs, des militants du mouvement d'action judiciaire manifestaient dans

Après cet arrêt honteux, il ne reste qu'un geste de Giscard pour tirer Bruno de la guillotine. C'est peut-être pour lui permettre de manifester son «libéralisme» que la cour de cassation a rendu une telle décision. Mais que tous ces messieurs qui se permettent de jouer de la vie d'un jeune de 17 ans le sachent : si Bruno est exécuté, cela ne fera qu'ajouter à l'horreur-même qu'inspire son acte, à l'horreur qu'inspire cette société pourrie au point de dévoyer à ce point des jeunes.

Eric BREHAT

**IMPOSITION DES PLUS-VALUES ORIENTER LES CAPITAUX PRIVÉS VERS LES SECTEURS PRODUCTIFS**



La corbeille de la Bourse

Après un examen par une commission d'étude gouvernementale qui accoucha du rapport Monguilan et une discussion au Conseil Économique et Social qui donna naissance au rapport Uri (économiste du PS), l'épineuse question de l'imposition des plus-values était étudiée en conseil restreint à l'Élysée. De cette réunion devait sortir un projet de loi soumis au Parlement à sa prochaine session.

Giscard, dès sa campagne électorale, avait fait de cette question un gage de sa volonté réformatrice. Il s'agit d'étendre le système de l'imposition sur le revenu à toutes les plus-values d'origine spéculatives. C'est-à-dire les gains réalisés sur certaines transactions commerciales : ventes d'œuvres d'art, d'or, d'actions, de terrains...

Le gouvernement a déjà indiqué comment il entendait que s'opère cette imposition.

L'imposition ne s'appliquera qu'à la vente du bien. Il sera tenu compte pour le calcul de l'imposition, de l'inflation : si la différence entre le prix de vente et le prix d'achat d'un tableau est de 50 %, et l'inflation entre les périodes d'achat et de vente de 30 %, l'imposition portera sur 20% de gain réel. C'est le barème de l'imposition sur le revenu, celui qui établit à quelle somme s'élèvera le

racket effectué sur nos salaires qui sera pris en compte pour taxer les plus-values spéculatives.

Comme nous l'écrivions dans le Quotidien du peuple du 17 décembre, le gouvernement veut taxer les spéculateurs pour orienter les capitaux dans le circuit de la production plutôt que dans les secteurs parasites : peinture, courses de chevaux, métaux précieux, etc...

Mais cette tâche, à supposer que le gouvernement ait la volonté de la mener à bien risque d'être singulièrement difficile dans un pays comme la France où les bourgeois ont toujours eu tendance à s'enrichir de la tonte des coupons (opération de bourse), plutôt que d'investir dans l'industrie.

Comme ça s'est passé pour le projet de taxation des plus-values nées de l'inflation (serisette), les patrons que ces mesures peuvent gêner sauront bien rendre inopérantes ces prétendues réformes sociales.

Déjà, il n'est plus question de taxer les bénéfices réalisés lors de la vente d'une résidence principale. Pour les résidences secondaires, la taxe sera d'autant plus faible que la possession sera ancienne.

S. LIVET

# Vet-France une nouvelle attaque contre les ouvrières

Au local de la CGT, nous avons rencontré la déléguée Chantal Lebel, en présence d'une dizaine d'ouvrières de Vet-France et de responsables syndicaux.

La discussion a porté d'abord sur l'intervention des flics : «Alors qu'elle avait connaissance de cette intervention 5 heures à l'avance, pourquoi la CGT n'a-t-elle pas mobilisé les filles de Vet-France et les travailleurs des autres boîtes ?». Selon les responsables syndicaux, «les filles étaient fatiguées, quant aux autres travailleurs, ils s'en fichaient...». (En réalité, après l'intervention policière, près d'une centaine de travailleurs se sont regroupés à la porte de l'usine, spontanément). Et quand les responsables évoquèrent, d'une manière embarrassée, «l'heure matinale», les ouvrières rétorquèrent : «Mais les ouvriers se lèvent tous les jours à 4 ou 5 heures pour aller travailler !»

D'ailleurs, ces travailleuses, syndiquées CGT, ont donné leur explication de l'échec de la lutte : «La grève est allée à l'échec à partir du moment où la CGT a décidé de quitter l'usine du Pré-d'Auge. Déjà, jeudi dernier, la CGT avait proposé de reprendre le travail, mais, à l'unanimité, nous avons refusé».

Dans l'usine, maintenant, le patron a repris la centaine de non-grévistes. Pour ce jeudi, la CGT comptait appeler les grévistes à la reprise ; pour elles, c'est l'amertume : «On ne peut plus faire aboutir nos revendications, et puis il y a des problèmes d'argent...»

«Vous pouvez mener la lutte de l'intérieur». Cette proposition vague des responsables syndicaux ne rencontre pas d'écho.

Alors qu'une procédure de licenciement est engagée contre trois déléguées, la CGT ne fait rien ; elle ne parle ni de répression, ni de défense des libertés, elle laisse les ouvrières sans perspectives. En définitive, cette lutte est plutôt ressentie comme un échec par les grévistes, y compris pour C. Lebel, tiraillée entre les arguments de la CGT et l'aspiration des ouvrières de Vet-France à imposer leurs revendications.

Mais aujourd'hui, la direction de Vet-France Lisieux, profitant de la situation, annonce qu'il y a environ un tiers du personnel en trop (soit environ 50 ouvrières, puisque c'est un peu plus de 160 personnes qu'emploie Vet-France). Après la demande de licenciements de trois déléguées, le patron passe à une nouvelle attaque contre celles qui ont osé remettre en cause les conditions de travail et les salaires de cette usine. Déjà plusieurs fois, pendant l'occupation, la direction avait laissé entendre que, à cause de la grève et de l'occupation, l'entreprise serait en difficultés. Les grévistes refusent ce chantage.

Pour maintenir l'unité, pour refuser ces licenciements, elles ont décidé de se présenter hier matin à l'embauche, toutes ensemble, y compris les déléguées contre qui le patron a engagé une procédure de licenciement !

Correspondant Caen

# QUILLERY-PEUGEOT Argenteuil

## 24 LICENCIEMENTS POUR FAIT DE GRÈVE «C'EST LE CADEAU DE NOUVEL AN DU PATRON»

Le 29 décembre, la direction de l'entreprise Quillery à Argenteuil, licenciera 22 travailleurs combattifs, syndiqués à la CGT, et la semaine dernière, deux autres ouvriers étaient aussi licenciés. Le motif invoqué par la direction ? «Faute lourde» ! De quelle faute lourde s'agit-il ?

Au mois de novembre, les travailleurs entrent en grève. Ils exigent 200F pour tous, et 4% de rattrapage. Depuis des jours, la colère montait, car la direction était revenue sur tous les avantages acquis : la men-

sualisation, le treizième mois, l'indice moyen... Quillery travaille pour Peugeot. Dans cette vieille usine, ils sont un peu plus de 400, en majorité des travailleurs immigrés, (avec une assez forte proportion de femmes), qui fabriquent à la chaîne des volants, des tableaux de bord, des coussins... Les conditions de travail sont dures sur les chaînes ; les accidents fréquents !

Le 27 novembre, ils occupent. Très vite, le tribunal des référés ordonne l'expulsion. Les travailleurs refusent. Le dix décembre, les CRS expulsent les grévistes. Dans le sillage des flics, les nervis fascistes (Peugeot et Simca ont l'habitude de ces procédés !) occupent l'usine. Deux travailleurs sont licenciés aussitôt...

Pour faire reprendre le travail, la direction promet : «si vous reprenez, on va négocier». De son côté, le préfet proclame qu'il n'y aura pas de licenciements. Les travailleurs finiront par reprendre le 16 décembre. En fait de négociation, c'est alors une répression massive qui s'abat sur eux. «Il reste quelques délégués dans la boîte, mais ils ont reçu un avertissement que la prochaine fois...» Par ce chantage, la direction espère ne plus avoir de grève, de révolte, d'ici longtemps.

Et c'est vrai que le travail a repris sans que les revendications soient satisfaites. Les travailleurs ne sont pas répartis en grève pour exiger la réintégration de leurs camarades. «Nous

avons été un peu déçus. Mais il faut voir qu'on sortait d'une grève difficile de 3 semaines, et qu'il y avait la crainte d'une nouvelle répression» nous dit un travailleur licencié.

Malgré cette défaite provisoire, l'esprit n'est pas au pessimisme. Les travailleurs licenciés ne se sont pas éparpillés, ils se retrouvent régulièrement à la

Bourse du Travail, organisent des collectes de solidarité sur les boîtes du coin. La manifestation de mardi soir a regroupé quelques 3000 personnes, dont une délégation des grévistes de la S.E.F.N.A. d'Eragny, qui occupent leur boîte pour maintenir leur emploi, et de la S.T.E.A. à Bezons, en lutte contre 39 licenciements.

Monique CHERAN

### Peugeot : récidiviste !



Les milices à l'entraînement

«Le dénommé Jacques Prévost, impliqué dans l'affaire Hazan, s'est déjà illustré à Peugeot. Il fut chargé en 72 et 73 d'installer une agence «Nota» à Marseille, avec pour objectif le complexe sidérurgique de Fos, et le recrutement d'une fournée de mercenaires réclamée par Peugeot. On retrouve ce même personnage, spécialiste de la chasse aux ouvriers combattifs de Peugeot, dans une louche affaire d'escroquerie liée aux groupuscules d'extrême droite.

L'attitude de Peugeot sous Vichy, l'impunité des dirigeants à la Libération, l'as-

assinat de deux ouvriers à Sochaux par les CRS en 68, la création des milices patronales, l'agression des nervis fascistes contre les grévistes de Peugeot Saint-Étienne au printemps 73, la passivité de la Police et de la Justice à l'égard de ces mercenaires... tout cela peut-il encore nous illusionner sur le passage pacifique au socialisme ? Non, cela montre toute la violence révolutionnaire que les masses devront déployer pour abattre ce monde pourri des patrons, pour construire le pouvoir des ouvriers et des paysans».

Correspondant Lyon

# Grève à la Compagnie de Transports Bisontins

Plus un bus ! De Planoise à Bregille, pour Orchamps ou la Gare de Besançon-Viotte : rien ne roule ; les travailleurs de la Compagnie des Transports Bisontins sont en grève depuis le début de la semaine. Les deux dépôts de Trey et Planoise sont bloqués par

de Besançon est fière du service de transport assuré par la C.T.B. (un des moins mauvais des grandes agglomérations), mais elle aurait moins lieu de l'être des conditions dans lesquelles les travailleurs des transports bisontins se trouvent :

«C'est nous qui payons notre transport, en voiture ou en moto, pour aller à la prise de service au dépôt». «Et maintenant, le dimanche, c'est pire que les autres jours : on commence à 5 h !» Oui, c'est la réalité, le prix payé actuellement par les travailleurs pour que les bus «fassent l'heure» !

Les grévistes, contre cette situation, exigent :

- que cesse les échanges de chauffeurs entre les dépôts,
- le retour à la journée continue et le paiement de la prime de panier,
- une prime de vacances de 400 F, 50 % de majoration des heures de nuit et double compensation des dimanches,
- l'augmentation des effectifs.

Cette dernière revendication est un facteur d'unité dans la lutte des chauffeurs et des mécaniciens des dépôts. Ceux-ci, à une douzaine, travaillent en équipe : «à quatre seulement le matin pour démarrer tous les bus» (il y en a 80 environ !)...

Contre la grève, la direction joue de deux épouvantails :

- «C'est de la politique», accusant la nouvelle section CFDT (qui vient de remporter les élections professionnelles) d'avoir «créé» le conflit...

- «Les usagers protestent»... Mais la campagne de ragots et les tentatives pour dresser les travailleurs de Besançon contre ceux de la C.T.B. en lutte n'ont pas de succès jusqu'aujourd'hui : la réaction est plutôt l'interrogation sur «pourquoi la grève ?» et une certaine surprise, car les conditions de travail des chauffeurs et mécaniciens de la compagnie étaient mal connues.

Les premières propositions patronales (créer des «commissions», sur les revendications, dont les conclusions «pourraient s'appliquer en 77, car le budget 76 a déjà été établi !) ont été refusées par les syndicats qui ont réclamé une nouvelle entrevue «pour faire aboutir les revendications réelles des travailleurs».

Stéphane RAYNAL

## Roubaix : NOUS VOULONS DES AUGMENTATIONS SUBSTANTIELLES

Depuis une semaine, les ouvriers des Établissements G. Motte (filature de coton) sont en grève, pour une prime de fin d'année (de rattrapage) de 1 000 F ! Dans un communiqué, la CGT de l'usine déclarait hier : «Cela fait maintenant huit jours que nous sommes en grève. Le personnel est très uni et veut pouvoir compenser sa perte de salaire par des avantages substantiels». Sur ces bases, la lutte continue, fermement. Les propositions faites mardi

par la direction, qui marquaient déjà nettement un recul, obtenu par la lutte (une prime de 200 F pour les 64 membres du personnel quelle soit leur qualification et leur ancienneté) ont été repoussées et «considérées comme insuffisantes» !

La détermination des travailleurs de Motte est un coup sérieux porté contre la politique de crise des patrons et du textile roubaisien !



les grévistes, pour la première fois depuis 68 ! Même le fameux «service minimum en cas de grève» n'est pas appliqué, ni... applicable (du fait de la détermination des travailleurs).

La municipalité «socialiste»

«On nous casse la journée en morceau (4 ou 5 tranches entrecoupées) ; avec même pas le temps de rentrer à la maison...» «On fait des amplitudes de 14 ou 15 heures en dehors de chez soi !». «Et c'est comme les cordonniers qui sont les plus mal chaus-

la tribune de discussion dans l'Humanité

# ...des doutes sur la voie de passage au socialisme proposée par le P«C»F

Le comité central du P«C»F se réunit ce matin pour faire le point sur la préparation du XXII<sup>e</sup> congrès. Il devra apprécier la manière dont la direction a su colmater les brèches, et étouffer les interrogations qui se multiplient dans ce parti sur des questions aussi décisives que les libertés, les voies de passage au socialisme, la dictature du prolétariat... Il devra aussi apprécier si les nouvelles déclarations de Marchais, gommant jusque dans sa simple mention, la référence au concept marxiste de «Dictature du prolétariat», permettront d'élargir l'audience du P«C»F dans des couches plus habituellement clientèle électorale des autres partis bourgeois sans accroître leurs difficultés dans la classe ouvrière.

Exercice périlleux ! Les dernières luttes,

l'attitude révoltante pendant l'emprisonnement des soldats et des syndicalistes, les déclarations de Marchais, les discrédits de l'Union de la Gauche, suscitent autant de questions chez les travailleurs influencés par le P«C»F et même chez des militants de ce parti. La «Tribune de discussions» ouverte dans l'Humanité, bien qu'elle soit contrôlée de très près par la direction du P«C»F, et l'enjeu de sourdes batailles de cliques, révèle assez bien que de réelles et légitimes interrogations politiques et douteuses sur la ligne de ce parti existent dans ce parti. Nous entamons aujourd'hui la publication de plusieurs articles sur cette tribune et les questions qu'elle pose : voie de passage au socialisme, dictature du prolétariat, les contradictions de la politique du P«C»F...

Signe de réticences importantes sur la prétendue voie «démocratique» et «pacifique» au socialisme, un certain nombre de contributions posent implicitement ou explicitement la question : «Est-ce que la bourgeoisie se laissera déposséder de ses biens et de son pouvoir sans violence ?»

Le problème a été ouvertement et clairement énoncé par une ouvrière de chez Grandin qui écrit notamment : «Jamais, dans aucune révolution dans l'histoire, la classe capitaliste ne s'est laissée déposséder, exproprier sans broncher. Elle a un formidable «appareil d'Etat» entre les mains et on peut dire qu'en ce moment elle l'astique, le perfectionne pour mieux se défendre. (...)

Il est de notre devoir de développer la lutte des classes partout où la bourgeoisie est dominante : l'administration, la justice, l'armée, l'école... Mais nous devons être conscients que tant que nous ne détruirons pas de fond en comble les fondements de l'Etat capitaliste, la bourgeoisie s'en servira pour déclarer la guerre aux travailleurs, comme au Chili, au Portugal, en Grèce et en Espagne ; c'est la bourgeoisie décadente qui prend l'initiative de la guerre civile.

Nous ne devons jamais sous-estimer cette éventualité car sinon, quand serons-nous prêts ? ».

## LES FAITS DÉMENTENT LE «PASSAGE PACIFIQUE»

L'expérience chilienne, semble être un élément important de doute pour certains militants du P«C»F sur la possibilité d'une «progression pacifique» vers le socialisme que fait miroiter la direction du P«C»F. A juste titre ! Le Chili ne montre-t-il pas précisément que la bourgeoisie la plus démocratique qui soit n'hésite pas, lorsque ses intérêts se trouvent menacés, à recourir à la violence fasciste, ouverte contre les travailleurs ?

Aujourd'hui, les révisionnistes parlent avec «détachement» de l'expérience chilienne, laissant entendre que les conditions en France sont différentes, que nous bénéficions d'un long passé démocratique, de fortes traditions républicaines, etc... «La

France n'est pas le Chili» vient préciser un des défenseurs de la voie pacifique.

Au temps où l'on pouvait entretenir quelques illusions sur la possibilité d'une déposition «pacifique», «démocratique», sans violence de la bourgeoisie chilienne, la direction révisionniste ne mettait-elle pas au contraire l'accent sur la similitude des situations entre la France et le Chili, présentant ce qui ce passait dans ce pays comme la confirmation de la voie qu'elle proposait pour la France ? Le P«C»F n'insistait-il pas sur le caractère on ne peut plus libéral et respectueux du suffrage universel de la bourgeoisie chilienne et de son armée ?

Mais c'est l'évolution de la situation en France et l'attitude actuelle de la bourgeoisie qui contribue le plus à nourrir les suspicions sur la voie pacifique. S'interrogeant sur les causes de certaines «réticences face à la stratégie d'une voie démocratique au socialisme», un

Le P«C»F a abandonné depuis longtemps la voie révolutionnaire.

Il ne vise pas à organiser la classe ouvrière pour faire la Révolution, détruire l'Etat bourgeois et établir la dictature du prolétariat. Ce n'est même pas un parti qui se trompe et qui trompe ses militants, qui est simplement «électoraliste».

C'est un parti qui a un projet bien précis, sur lequel nous reviendrons : se hisser au pouvoir bourgeois pour imposer un capitalisme d'Etat et ce faisant, remodeler à son profit et au profit de couches avec lesquelles il cherche à s'allier (ingénieurs, techniciens, cadres) les contours actuels de la bourgeoisie.

Aussi d'un côté, le P«C»F en tant que parti bourgeois est opposé fermement à la Révolution prolétarienne, à la violence révolutionnaire des masses populaires pour leur propre libération, à la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois que le P«C»F envisage tout bonnement de conserver tout en le remodelant.

D'un autre côté, il sait fort bien qu'un tel projet de capitalisme d'Etat n'est pas du goût de toutes les couches de la bourgeoisie, qu'il conduira à l'évincement de certains bourgeois actuels dans les entreprises comme dans l'appareil d'Etat au profit de nouveaux bourgeois.

D'où la référence à des heurts possibles, à une lutte «opiniate» et «acharnée» etc... qui n'a rien à voir avec une quelconque violence de caractère révolutionnaire mais qui a pour but de permettre aux révisionnistes d'atteindre leur objectif bourgeois de se tailler une place importante dans les rouages de l'économie et de l'Etat bourgeois.

Mais en même temps ces références ont pour but de répondre aux doutes, aux réticences dans ses propres rangs, à la prétendue voie «démocratique» et «pacifique» du socialisme.

Car un certain nombre de militants, désirant réellement le socialisme, et croyant que leur parti travaille dans ce sens, se posent de plus en plus la question des moyens d'y parvenir.

militant révisionniste note :

« En effet, et de plus en plus, le pouvoir tend à accréditer l'idée que pour tous les problèmes graves de notre société, la solution est dans la répression. Parce que lui, il ne peut rien offrir d'autre. Comment s'étonner que, chez les travailleurs, certains en viennent à penser que c'est cette forme que prend la lutte de classe et que, contre les entreprises de la réaction dans une France démocratique, il ne pourra y avoir de solution que répressive ? »

Là est la question : Tout le cours ouvertement répressif de la politique bourgeoise depuis plusieurs mois est déjà un démenti aux inepties révisionnistes.

Les militants du P«C»F qui ont un minimum de sens de classe ne peuvent fermer les yeux sur la violence actuelle dont fait preuve la bourgeoisie pour retarder l'éclosion d'un large mouvement de lutte : répression policière

systématique contre les luttes, poursuites et emprisonnement de militants syndicalistes, remises en cause des libertés acquises par les travailleurs, campagnes systématiques d'intoxication, renforcement du dispositif policier, etc... qu'attise l'évolution de la lutte des classes ? Que la bourgeoisie, face à un mouvement révolutionnaire de grande ampleur portant atteinte à son pouvoir serait prête à abdiquer et à se soumettre à la volonté majoritaire des masses populaires ?

Ou au contraire qu'elle envisage d'ores et déjà, devant l'exacerbation de la lutte des classes, les solutions les plus autoritaires qui soient ? La



réponse pour quiconque veut examiner les faits, ne permet pas le doute.

Dans le flot des contributions destinées à rassurer les militants sur la validité du «passage pacifique», certaines d'entre elles n'hésitent pas à prendre appui sur les faits répressifs de la bourgeoisie pour justifier la démarche révisionniste :

« Il ne faut pas surestimer les forces de la bourgeoisie au pouvoir. Déjà aujourd'hui sa précipitation à user de la répression, la grossièreté de ses procédés policiers, les atteintes éhontées qu'elle porte à toutes les libertés politiques ne sont qu'autant de signes de faiblesse, les gestes incontrôlés d'un pouvoir qui perd son sang froid devant une menace contre laquelle il n'est pas de véritable parade » note une militante pour défendre le document préparatoire.

Autant la première partie de la conclusion est juste, autant la seconde est fautive et mystificatrice.

Les actes répressifs de la bourgeoisie sont effectivement des aveux de faiblesse : ils sont le signe tangible que la bourgeoisie ne peut plus duper et abuser plus longtemps les travailleurs par de prétendues réformes et aménagements du capitalisme, que la perspective de collaboration de classe a fait long feu, que la classe ouvrière n'accepte plus l'ordre bourgeois, mais se prépare à le détruire.

Mais précisément, cette situation de faiblesse politique où la bourgeoisie se sent menacée dans son pouvoir, ne conduit-elle pas inévitablement, nécessairement

la classe dominante à utiliser la violence et la répression comme parade aux assauts révolutionnaires de la classe ouvrière et de ses alliés ?

Là où la duperie, le réformisme, le révisionnisme, la collaboration de classe modère les rapports de classe en enlevant aux masses populaires les moyens de lutte révolutionnaire, la classe dominante se trouve en situation de force et n'a nullement besoin de recourir à la répression à grande échelle.

C'est précisément le fait de régimes aux abois, des classes condamnées (non pas historiquement, mais dans la conjoncture politique actuelle) que de recourir massive-



ment à la force pour préserver un pouvoir chancelant. C'est cette logique inéluctable des réactionnaires que les révisionnistes tentent d'escamoter en présentant la politique répressive de la bourgeoisie comme des «actes incontrôlés» qui dénotent un manque de «sang froid».

## DE BIENS PIÈTRES JUSTIFICATIONS

Aussi les révisionnistes devant l'évolution de la situation nationale et internationale en sont réduits à de bien piètres justifications.

- Il faut, par un rassemblement majoritaire, «empêcher la bourgeoisie de recourir à la violence».

- La stratégie de passage pacifique se fonde sur le «rassemblement des victimes des monopoles, ce qui fait beaucoup de monde».

- « Les conditions nouvelles peuvent permettre à la classe ouvrière avec ses alliés de rassembler une supériorité de force telle que la bourgeoisie, isolée, ne soit plus en état de recourir à la guerre civile ».

Ces déclarations, sont toutes dans le même sens : il est possible de renverser pacifiquement la bourgeoisie, de l'empêcher de recourir à la violence parce qu'il est possible d'opérer un rassemblement majoritaire.

D'ailleurs les révisionnistes n'hésitent pas à opposer cyniquement un passage pacifique qui serait pacifique parce que majoritaire à une révolution violente qui serait violente parce que minoritaire.

Là évidemment n'est pas la question : la Révolution prolétarienne demandée

nécessairement la participation ou le soutien de la grande majorité des masses populaires, faute de quoi elle n'est qu'un acte putschiste condamné à l'échec.

Le problème du «passage pacifique» ou du «renversement violent de la bourgeoisie ne réside évidemment pas dans la capacité ou non à rassembler une force majoritaire, mais bien dans l'attitude de la bourgeoisie à l'égard de cette majorité».

Et l'illusion que les révisionnistes propagent c'est : la bourgeoisie ronchonnera, il faudra un peu la pousser, mais elle se pliera à la volonté majoritaire des masses populaires.

Lénine disait à propos du passage «pacifique» : «il



n'est pas niable que, dans certains cas, à titre exceptionnel, par exemple dans un petit Etat, quand un grand Etat voisin a déjà accompli la Révolution socialiste, il puisse arriver que la bourgeoisie renonce pacifiquement au pouvoir, si elle a acquis la conviction que toute résistance est sans espoir et si elle préfère conserver ses têtes. Bien entendu, il est infiniment plus probable que même dans les petits Etats le socialisme ne se réalisera pas sans guerre civile».

Est-il concevable que dans notre pays, la bourgeoisie, avec tous les moyens répressifs qu'elle s'est forgés, n'engage pas une lutte à mort pour défendre ses privilèges ? Qu'elle considère d'emblée, avant même d'avoir essayé toutes les solutions y compris les plus autoritaires, la situation comme désespérée ?

Les révisionnistes veulent faire oublier une réalité aux masses populaires que dans la lutte des classes les problèmes ne se posent pas seulement en termes de «majorité» ou de «minorité», que la dictature de la bourgeoisie est précisément le pouvoir violent d'une minorité d'exploiteurs sur une majorité des masses opprimées et que la machine d'Etat bourgeoise est là précisément pour faire respecter cet «ordre», et s'il le faut par la violence ouverte.

Et cette machine d'Etat et notamment ses corps répressifs (armée, police, justice), la bourgeoisie ne cesse de les perfectionner, de les développer justement pour faire face à l'aggravation des contradictions de classe.

## A la Cartoucherie de Vincennes

Vendredi 16 janvier  
Soirée culturelle sur le Portugal

à partir de 19 heures :

- Expositions sur la culture au Portugal
- Expositions sur l'ensemble du matériel de propagande ayant servi au soutien (montages photos, affiches)
- 20 heures :
  - Film sur le journal República et sur Radio-Renaissance
  - Présentation d'un sketch du comité 11ème 12ème.
  - Montage vidéo à partir d'extraits de films faits sur le Portugal.
- 22 heures : Buffet.....
- 22 H 30 :
  - Les chanteurs José Alfonso, Francisco Fanhais.
  - Sous réserve de la participation des camarades portugais à cette soirée, en fonction des événements politiques.

Samedi 17 janvier  
LA CULTURE DANS LA MELEE?  
MELONS-NOUS DE LA CULTURE

- 14h : Film sur le problème paysan, «Vivre heureux en Ardèche» (sur la lutte des tanneurs d'Annonay), film sur la grève de l'usine Piron à Bretoncelles.
- 15h : Troupe Z «Histoire vieille taupe, tu as fait du bon travail»
- 17h30 : Film sur Darboy, film sur la lutte des Lip
- 18h : Débats : la création culturelle militante et les luttes ouvrières, place et fonction de cette activité dans le soutien et la popularisation des grèves, enjeu de l'animation culturelle des luttes.
- 20h30 : Sketches des employées de maison sur leurs conditions de travail.
- Débats : les expériences d'auto-activité des travailleurs déjà existantes (commissions d'animation, travail dans certains C.E., journaux muraux), exploitation quotidienne et lutte contre les médias, que faire des comités d'entreprise ?
- La soirée sera clôturée par des chansons avec Mass Dévia. Les débats seront organisés avec des travailleurs de Piron, Lip, Darboy, Annonay, Chausson, Collectif du Livre, PTT, Hôpitaux.

## un film de Sydney Sokhona

Faut-il juger un film au niveau des intentions qu'il recèle ou à celui des réalisations ? Cette question se pose avec une certaine acuité pour le film du Mauritanien Sydney Sokhona, «Nationalité immigré» (actuellement programmé au cinéma 14 juillet, métro Bastille).

Ce film, en effet, aborde des problèmes qui ne l'avaient pas encore été dans les longs métrages précédents sur les travailleurs immigrés. Des problèmes qui sont importants car ils constituent souvent des freins, des verrous mêmes aux luttes à engager.

L'essentiel du film qui porte sur une longue grève menée dans le foyer-taudis de la rue Riquet montre les contradictions qui existent entre les jeunes et les vieux. Les aînés, qui sur le sol africain ont l'habitude d'être respectés à cause de leur âge même, ne comprennent pas au début de la grève que cette action ait été engagée par des jeunes : «alors, maintenant, les poussins marchent avant la poule !». Et il fallut des mois de discussions serrées pour casser ou gommer cette sorte d'hégémonie de l'âge. L'autre problème abordé est la difficulté mais en même temps l'impérieuse nécessité de l'union entre les diffé-

rents groupes ethniques. Pour régner, le colonialisme n'a-t-il point exacerbé les rivalités et développé de nouveaux antagonismes en créant des pays aux frontières artificielles ? Pour que l'entente se soude réellement entre les Mauritanien, les Sénégalais et les Algériens qui habitaient l'inféctée usine désaffectée de la rue Riquet, il a fallu aussi des réunions nombreuses, approfondies. Mais cette réunion, jeunes, vieux, nationalités différentes, s'est finalement constituée et a permis d'imposer à l'administration le relogement des trois cents travailleurs dans le même foyer.

Cela, ce sont les intentions qui affleurent dans le film au niveau du commentaire ; mais les réunions, les discussions n'apparaissent qu'au niveau de l'image elle-même. On reste à la porte du foyer, excepté quelques plans explorant la vétusté des lieux et l'entassement des lits, des objets.

Sydney Sokhona est d'ailleurs conscient de ces limites. Elles sont dues, nous dit-il, aux conditions mêmes de la réalisation du film, commencé dès 1972. En effet, sans aucun moyen financier, il tournait quelques séquences, lorsque avec

l'argent de sa paie, il avait pu louer une caméra, acheter un peu de pellicule. D'autre part, il a rencontré de la part des occupants une méfiance certaine. D'ailleurs justifiée, car, à l'annonce de la grève, la télé était venue filmer, mais avait tellement tripoté les documents que les travailleurs ne voulaient plus prendre le risque d'une autre manipulation.

Sydney Sokhona n'a sans doute pas perçu suffisamment l'importance d'un travail collectif. S'il avait amené ses camarades du foyer à comprendre le rôle politique d'un tel film, s'il les avait engagés davantage à participer à sa réalisation, il n'aurait sans doute pas rencontré ce barrage et aurait pu mettre le spectateur au cœur même du débat.

Malgré cela, il est certain que «nationalité immigré» est un film intéressant à voir par les points mêmes qu'il s'efforce de traiter. D'autant que la projection étant suivie chaque soir d'un débat avec le réalisateur il est possible de reposer les problèmes, de trouver avec Sokhona de meilleures solutions et de l'aider ainsi à progresser, puisqu'il a l'intention de tourner un autre film.

Paule SACONNET

# "nationalité immigré"

## programme

VENDREDI 16 JANVIER

- TF 1
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
  - 18 h 45 - POUR LES JEUNES
  - 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
  - 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES L'information juridique
  - 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL d'après M<sup>re</sup> Floriot
  - 20 h 00 - JOURNAL
  - 20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR Inspecteur Grev
  - 22 h 15 - BOXE JOURNAL et fin
- A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
  - 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
  - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
  - 20 h 00 - JOURNAL
  - 20 h 30 - SIMPLICIUS SIMPLICISSI-MUS
  - 21 h 30 - APOSTROPHES Le communisme ami ou ennemi du socialisme ?
  - 22 h 30 - CINE-CLUB Chinatown nights
  - 23 h 55 - JOURNAL et fin
- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
  - 19 h 00 - POUR LES JEUNES
  - 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
  - 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
  - 19 h 55 - FLASH JOURNAL
  - 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
  - 20 h 30 - VENDREDI La réinsertion des prisonniers
  - 21 h 20 - LES DOSSIERS NOIRS
  - 23 h 10 - JOURNAL et fin

## feuilleton

# LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Jean-Paul Gay et Guv Mory

*Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guv Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.*

### «LA BATAILLE POUR LA PRODUCTION» : UN BANGNE POUR LES MINEURS

Dans les mines nouvellement nationalisées, le sort fait aux mineurs montre de manière éclatante le sens des nationalisations effectuées à la libération, il montre comment «la bataille de la production» conduisit à un renforcement considérable de l'exploitation capitaliste dans les mines, toujours justifié par cet argument des responsables du PCF : «Maintenant, les mines sont à vous !» Alors que dans la réalité, il n'en était rien, comme en témoignent des mineurs qui étaient en activité à cette époque. L'effort exigé, qui va profiter uniquement au capitalisme, est d'autant plus intense que les conditions générales de vie et de travail sont particulièrement dures. Les puits de mines ont pu être conservés intacts mais, il n'en est pas de même pour le matériel. Il manque de tout.

«Là tu n'avais pas le temps de dire ouf. Les agents de maîtrise, les porions continuaient à nous faire trimer comme des chiens comme avant la Libération. A la fosse 10 de Bruay, par exemple, les amendes pleuvaient pour un oui ou pour un non, au point que nous avions baptisé certains porions «petits sous» ou «100 F par seconde».

Mais, les mineurs mènent tout de même des



luttés, chaque fois condamnées par les principaux responsables du PCF.

Des grèves sont déclenchées contre la mauvaise organisation du ravitaillement, notamment à Lens du 12 au 15 septembre 45. «Liberté», quotidien régional du PCF, écrit le 14 septembre : «Les mineurs ne se laisseront pas aller dans une action de grève qui ferait le jeu des trusts. Quelques éléments irresponsables ont déclenché la grève au puits n° 2 de Lens ; mercredi matin, le poste de 5 heures cesse le travail ; l'après-midi, les ouvriers des puits n° 14 et 15 à Loos-en-Gohelle ne sont pas descendus...» Le 15 septembre, «Liberté» donne ce verdict : «La provocation est la base du déclenchement de la grève, nous déclare Auguste Lecœur... Les revendications des mineurs ne sont pas d'ordre corporatif, mais d'ordre général. Leur aboutissement n'est pas fonction de l'action du syndicat des mineurs,

mais c'est l'affaire du général De Gaulle lui-même. (Pour démobiliser les mineurs, tous les moyens sont bons !). La provocation est très nette. Au puits 2, un ancien collaborateur est à l'origine du mouvement». C'est l'unique «raison» qu'on donne de la grève. Le 17 septembre, «Liberté» écrit encore : «A moins d'être inconscients ou ennemis du peuple, qui fera croire que les maux qui découlent de la politique gouvernementale justifient l'arrêt de travail ?» Le lendemain, le socialiste Lacoste et Frachon et Martel du PCF arrivent à Lens pour réclamer aux mineurs les «100 000 tonnes par jour».

A la fin de cette période, les objectifs de la bourgeoisie au sortir de la guerre, en ce qui concerne le charbon, sont atteints, grâce à l'exploitation renforcée des mineurs, obtenue avec la collaboration active de ministres de la SFIO et du PCF.

à suivre

### LA LIBÉRATION QUAND ILS ÉTAIENT MINISTRES

### NATIONALISER POUR PRODUIRE PLUS

Le PCF va s'affirmer comme le plus farouche défenseur des nationalisations qui ne sont en fait qu'une des principales mesures prises par les dirigeants capitalistes pour tromper les travailleurs, pour leur faire croire qu'ils produisent désormais pour eux-mêmes. Ces nationalisations voulues par De Gaulle et tous les grands partis de l'époque, de la gauche à la droite, ont finalement pour fonction essentielle de donner aux ouvriers des «raisons» de travailler, et de travailler plus.

Citons par exemple Duquet du PCF, qui, à Bruay-en-Artois, le 2 mars 1947, déclarait aux mineurs : «Ce que je vais vous dire paraîtra dur, mais il faut que vous produisiez davantage afin que cette preuve soit donnée : la na-

tionalisation des mines n'est pas un échec. Il faut faire la preuve que le rendement, le prix de revient, l'ordre et la discipline sont meilleurs qu'avant-guerre, sinon dans quelques mois il en sera fini des Houillères nationales. Au point où nous en sommes, il appartient à vous-mêmes de faire votre salut».

Un mineur de Bruay-en-Artois explique : «Le gros argument du PCF et de la CGT à l'époque, c'est que grâce à la nationalisation, les mines appartiendraient aux ouvriers, on nous disait d'accord maintenant on va souffrir mais, on va être récompensé plus tard». Tout le monde a cru que ça serait mieux avec la nationalisation, qu'on allait enfin travailler pour quelque chose de valable, que les méthodes allaient changer, que par exemple on allait voir enfin les chefs mettre la main à la pâte. Tout le monde y croyait, en particulier les vieux disaient : «il faut y mettre un coup et plus tard on aura une vie meilleure».

## NOTRE SÉLECTION

### «LE COMMUNISME AMI OU ENNEMI DU SOCIALISME ?»

*C'est de cette question que débattrent à «Apostrophe» - A2, 21h30 - René Andrieu, Jacques Delors et Jean François Revel. Tous trois sont invités pour les livres qu'ils ont récemment édités :*

- Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, pour «Du bonheur et rien d'autre» où il raconte sa vie.
- Delors, ancien conseiller social de Chaban-Delmas membre du PS, pour «Changer», sur le passage au socialisme.
- J.F. Revel, éditeur à l'Express, pour «la tentation totalitaire», où il donne libre cours à son anti-communisme forcené.

*Un révisionniste, un réformiste, un giscardien, vont donc s'affronter à propos du socialisme et du communisme, auquel ils s'opposent, de diverses façons. C'est donc à un débat faussé que nous assisterons.*

international

# LIBAN

## APRÈS LA PRISE DU CAMP DBAYEH LA RESISTANCE FAIT FACE

La prise et la mise à sac, par trahison, du camp de Dbayeh, par les forces conjuguées des milices réactionnaires et de l'armée, marquera sans doute un tournant dans le conflit libanais. En se livrant à cette opération sur un camp palestinien peuplé pour l'essentiel de chrétiens, cette alliance militaire a en effet montré quel était le véritable but qu'elle poursuivait : non pas protéger les chrétiens du Liban, mais porter un coup décisif à la Résistance Palestinienne.

L'Organisation de Libération de la Palestine, qui s'en est tenue aussi long-

temps qu'elle a pu à une position de non-intervention dans les affaires intérieures libanaises, pourrait se trouver contrainte de prendre une part active aux combats : c'est en effet l'unité du Liban, sa participation au monde arabe, l'action sur son territoire de la Résistance, qui sont aujourd'hui directement en cause.

Un combat généralisé risque d'opposer ces prochains jours les forces patriotiques libanaises et l'OLP aux agents des États Unis et du sionisme dans ce pays, et qui pourrait allumer la cinquième guerre du Moyen-Orient. Il doit nous trouver tous mobilisés pour le soutien à la Palestine qu'on veut, une fois de plus, étrangler.



Combattants palestiniens

À l'occasion du 11<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution Palestinienne Meeting de la GUPS Samedi 17 janvier - 15h. 44 rue de Rennes

### Déclaration de Yasser Arafat

Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, a fait à ce sujet la déclaration suivante : « Les chars et les automitrailleuses de l'armée libanaise ont investi le camp de Dbayeh après une bataille acharnée qui a duré cinq jours. L'armée a engagé ses forces pour soutenir l'action des forces isolationnistes, employant une très importante puissance de feu, roquettes, mortier, etc... ( ... )

Les forces de l'armée ont occupé ce camp palestinien composé de 250 familles, 2 500 personnes environ, toutes chrétiennes. 47 mar-

tyrs et blessés, ce qui représente le tiers des forces de la défense du camp. C'est ainsi que le complot est révélé petit à petit et nous mettons tous les Arabes devant leur responsabilité historique.

Il suffit pour cela de souligner la déclaration faite par le bloc maronite, réuni il y a quelques jours à Baabda, sous la présidence du président de la République libanaise qui déclarait : « Le conflit actuel est un conflit entre les Libanais notamment et les chrétiens et les Palestiniens qu'ils soient musulmans ou chrétiens ». Cette déclaration explique l'offensive barbare menée contre ce petit camp isolé à quelques 20 km de Beyrouth et de la ville de Jounieh, ce camp est situé dans une région tenue par les forces isolationnistes.

La situation devient de plus en plus alarmante. L'armée libanaise se bat avec les forces isolationnistes ouvertement bien que cela ne soit pas officiel. Le commandement de l'armée prétend que ces régiments sont incontrôlés. La dimension du complot est ainsi clarifiée. La Résistance Palestinienne assume sa responsabilité, appuyée par toutes les forces patriotiques libanaises en lutte contre ce complot. Nos autres positions militaires et politiques sont solides.

Vendredi 16 janvier - 21h. 55 Bd Belleville Meeting Palestine organisé par le Comité Palestine

### CONFÉRENCE NORD-SUD L'UNITÉ DU TIERS-MONDE SE RENFORCE

Dans le cadre de la préparation de la réunion des co-présidents de la Conférence «Nord-Sud» (Conférence sur la coopération économique internationale) qui se tiendra le 26 janvier prochain à Paris, les représentants des délégations des 19 pays du Tiers Monde se sont rencontrés à Paris et se sont unifiés sur un projet de calendrier à soumettre, le 26 prochain, aux co-présidents.

Bien que la teneur exacte de l'accord auquel sont parvenus les 19 ne soit pas encore connu, il semble certain que les 19 se soient unifiés sur les propositions

algériennes de calendrier commun.

Une telle décision est une victoire du Tiers Monde uni, à la veille d'affrontements avec les pays impérialistes qui n'ont nullement renoncé à leur désir de piller les ressources du Tiers Monde, comme l'a montré la Conférence Monétaire de la Jamaïque (cf. QdP du 10/1/76). Cette unité sera renforcée, n'en doutons pas, lorsque les 77 pays du Tiers Monde se retrouveront à Manille pour fixer le mandat de leurs représentants à la Conférence Nord-Sud, à la veille du 26 janvier.

# le quotidien du peuple

## le feu des luttes embrase l'Espagne

La journée du 15 a été marquée à Madrid, Barcelone et Séville, par le succès de la grève générale dans trois secteurs importants de l'économie : la Métallurgie, le Bâtiment où la grève a été totale, et la Banque où la grève a été quasi-totale. Par ailleurs, tous les secteurs précédemment touchés par les mouvements continuent la lutte, tandis que chaque heure apporte l'annonce de nouvelles grèves et de nouvelles manifestations.

### BÂTIMENT, MÉTALLURGIE, BANQUES : GRÈVE GÉNÉRALE

Dans la ceinture industrielle de Madrid, la grève est totale à Getafe dans la Métallurgie et le Bâtiment et reçoit le soutien de la population qui boycotte les marchés ; les collèges sont en grève ; il en est de même à Villaverde dans ces deux branches où la grève s'est encore étendue : Citesa, Robert Bosch Ruedafe, Sistemas AF... Les travailleurs se sont dotés d'un comité de grève permanent depuis plusieurs jours.

Dans la zone de Mendez Alvaro (Madrid), la Métallurgie est à la pointe du combat : Isodel (1 500 ouvriers), Electrolux, Sitre, Sacome, Sintel, Dix, Telefunken, Isolux sont entrés en lutte. A la Standard, les assemblées continuent, cette fois dans l'église de Notre Dame de Las Angustias. L'usine de Pegaso, qui, après avoir été un phare dans la lutte de la classe ouvrière madrilène, avait connu une très forte répression, continue la lutte des jours précé-

dents ; les assemblées se poursuivent dans une église ; les ouvriers réunis d'abord dans l'église de Los Angeles à San Fernando ont failli être asphyxiés car la police cernait l'église ; avec l'aide de la population du quartier, ils ont réussi à forcer les portes et sont maintenant dans une église du quartier San Blas. Les voisins leur apportent à manger.

### DANS LA BANLIEUE...

La grève générale de la Métallurgie et de la Construction est un succès à 90 % dans les localités industrielles proches de Madrid comme Torrejon où les ouvriers de Dimetal, Teletra, Texas, Maesa, Microtecnica, Tetracero, Cepsa, Tallisa ont arrêté le travail ; la presque totalité des petits ateliers se sont joints au mouvement ; il en est de même à Alcala de Renares et à San Fernando où, outre les usines de Fiat, Rodamientos, Escocet, Cecesa, Cadina, Tavisca, etc..., quelques entreprises de transports se sont jointes au mouvement.

A Vallecas (Madrid), les ouvriers de Metal Mazda, Fabrimetal, Metales Preciosos ont manifesté, applaudis par les voisins. L'UTT (Union de Travailleurs et Techniciens) de la Métallurgie a accepté de payer les très fortes amendes infligées aux militants de la branche. Parmi les 23 militants syndicaux arrêtés, certains sont en prison. Dans tout le pays, le nombre de détentions est considérable.

A Madrid, les luttes commencent à s'étendre à la Chimie et au Livre.

### PARTOUT DES LUTTES

D'autre part, tous les services (banque, assurance, certains hôpitaux), services de nettoyage, employés de chemin de fer) sont en lutte. Les employés du téléphone s'apprêtent également à se mettre en grève, malgré le risque de réquisition (les services et les ateliers seraient déjà en grève).

On estime que plus de 200 000 travailleurs sont en grève rien qu'à Madrid ; une manifestation de plusieurs milliers de personnes en plein centre de Madrid, à Cibele, tout près de la Poste Centrale a été dispersée par la police avec une très grande violence. L'université de Madrid est également en grève ; les travailleurs et les associations de quartier viennent y exposer leurs luttes pour les salaires de l'amnistie.

A Barcelone, grève dans la Métallurgie et le Bâtiment ; des ouvriers de Standard ont été expulsés, ceux de Fecsa continuent ; les travailleurs de la Seat ont réussi à faire une manifestation de 1 000 personnes, malgré les charges de police ; 1 800 travailleurs du port de Barcelone sont en lutte.

A Séville, les travailleurs du Bâtiment, de la Métallurgie et de la Banque ont manifesté au nombre de 3 000.

Il en est de même en Navarre et en Guipuzcoa...

Une manifestation pour l'amnistie et les libertés, contre la détention et le blocage des salaires, est prévue pour le mardi 20 janvier devant le siège du gouvernement.

## l'hommage au camarade Chou En-Lai

Le 15 janvier se sont déroulées dans une grande solennité et une grande émotion les obsèques du camarade Chou En Lai. Ses cendres ont été dispersées sur la terre et les fleuves de son pays, comme il en avait exprimé le désir.

Depuis le 12 janvier du matin au soir, des milliers et des milliers d'habitants de Pékin, des ouvriers, des paysans, des soldats se sont rendus en une interminable file au Palais de la Culture des Travailleurs. Au son de la marche funèbre, portant un brassard noir et un œillet blanc à la boutonnière, les larmes aux yeux, ils entraient, à pas lents dans la salle et se recueillaient avec respect devant le portrait du camarade Chou En Lai, et son urne cinéraire recouverte du drapeau du Parti Communiste Chinois et entourée de fleurs.

A l'extérieur du Palais, sur la place Tien An Men, d'innombrables gerbes et couronnes, garnies de papier d'argent, scintillantes au soleil témoignent de la profonde émotion qui s'est emparée du peuple chinois à l'annonce de la mort du prestigieux dirigeant qui avait tant contribué à la victoire de la Révolution, à l'édification du socialisme en Chine. Mais avec l'émotion, c'est aussi une détermination encore plus ferme de la part du peuple chinois tout entier de continuer l'œuvre du premier ministre Chou En Lai et de poursuivre la révolution socialiste jusqu'au bout.



Jeudi, 12 h 30 : un millier de militants sont venus apporter le témoignage de leur émotion après la mort du camarade Chou En Lai. Regroupé à proximité du Père Lachaise, le cortège se dirige vers le mur des Fédérés. Dans un silence impressionnant, un portrait du grand révolutionnaire disparu à la boutonnière, un œillet rouge à la main, chacun porte ses pensées vers le camarade disparu, vers ses combats, vers le peuple chinois qui le pleure aujourd'hui. Après la lecture du communiqué du Comité Central du Parti Communiste Chinois, et la minute de silence, poing levé, chacun déposera l'œillet qu'il portait au pied du portrait du camarade Chou En Lai, dressé au Mur des Fédérés. Ainsi sont associés dans un même hommage ceux qui, voici un siècle à Paris, montaient à l'assaut du ciel, et celui qui, voici quelques jours encore, œuvrait à Pékin à la réalisation de leurs espérances.

A cette minute de silence, tous les camarades qui, du fait de l'heure imposée, se trouvaient à leur travail, étaient certainement en pensée auprès de nous, portant le deuil de ce grand combattant communiste.